

## JOURNAL OFFICIEL DU SENEGAL

[Imprimer](#)

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

## Décret n° 2009-490 du 28 mai 2009

Décret n° 2009-490 du 28 mai 2009 fixant les modalités d'application de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009 relative au statut du personnel de la Police nationale.

**[ | RAPPORT DE PRESENTATION | ]**

Pour permettre à la Police nationale de jouer pleinement son rôle de gardienne des libertés, de protection des personnes et des biens, le législateur a abrogé la loi n° 66-07 du 18 janvier 1966 devenue inadaptée aux exigences de bonne gouvernance, de modernité et d'équité.

La loi n° 2009-18 du 9 mars 2009 relative au statut du personnel de la Police nationale dispose, en son article 53, qu'« un décret fixera les modalités d'application de la présente loi ».

Le présent projet de décret, pris conformément à ces dispositions, entend traduire, au plan réglementaire, les innovations de la nouvelle loi.

Pour ce faire, il prend en compte tous les aspects de la carrière du policier, de son recrutement à sa cessation définitive de fonction, en passant par sa formation, son plan de carrière, la rémunération du service fait, les sujétions et avantages qu'il est en droit d'attendre du fait de son statut spécial.

Par ailleurs, des innovations notables sont consacrées par le présent projet de décret, notamment :

1. La fusion des anciens corps de même catégorie, de même niveau de recrutement et de responsabilités, afin d'aboutir à une unicité du commandement et à une polyvalence dans l'accomplissement des tâches ;
2. le relèvement du niveau de recrutement et l'ouverture de la Police aux personnels techniques, scientifiques ou spécialisés dans les domaines nécessaires au bon fonctionnement de ses services.

Telle est l'économie du présent projet de décret.

Le Président de la République

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu la loi n° 61-33 du 15 juin 1961 relative au statut général des fonctionnaires, modifiée ;

Vu la loi n° 81-52 du 10 juillet 1981, portant Code des Pensions civiles et militaires de retraite, modifiée ;

Vu la loi n° 94-44 du 27 mai 1994, portant Code de Justice militaire ;

Vu la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009 relative au statut du personnel de la Police nationale ;

Vu le décret n° 63-116 du 19 février 1963 relatif au régime des congés, permissions et autorisations d'absence des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 63-293 du 11 mai 1963 fixant le régime commun des concours prévus pour l'admission dans les différents corps de fonctionnaires ;

Vu le décret n° 69-179 du 18 février 1969 fixant la limite d'âge des candidats aux concours professionnels dans la Fonction publique, modifié par le décret n° 2002-266 du 6 mars 2002 ;

Vu le décret n° 71-669 du 21 juin 1971 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires visés à l'article 26 du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 77-263 du 6 avril 1977 portant classement des écoles et des établissements de formation et de certains concours de recrutement ;

Vu le décret n° 78-148 du 13 février 1978 fixant les modalités d'application de la loi n° 66-07 du 18 janvier 1966 relative au statut du personnel des forces de Police modifiée ;

Vu le décret n° 92-1196 du 19 août 1992 relatif au classement et aux indices correspondant aux grades ou classes et échelons des corps de fonctionnaires de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 98-286 du 26 mars 1998 fixant les modalités d'évaluation des agents de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2009-459 du 7 mai 2009 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République ; la Primature et les ministères ;

Vu le décret n° 2009-463 du 11 mai 2009 mettant fin aux fonctions d'un ministre et fixant la composition du Gouvernement ;

Sur le rapport du Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de la Décentralisation,  
Décrète :

**[ | TITRE PREMIER. DISPOSITIONS GENERALES. | ]**

**Article premier.** - Le présent décret fixe les modalités d'application de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009.

**Art. 2.** - Les pouvoirs de gestion du corps des commissaires de Police ainsi que les pouvoirs de nomination, d'administration et de gestion du personnel des corps des officiers de Police, sous-officiers de Police et des agents de Police sont délégués au Ministre chargé de la Police nationale.

Est également délégué au Ministre chargé de la Police nationale le pouvoir de gestion des agents commissionnés.

**Art. 3.** - Ne peuvent être nommées dans la Police nationale que des personnes :

- ▶ de constitution robuste ;
- ▶ reconnues aptes à un service actif de jour et de nuit ;
- ▶ ayant une taille d'au moins 1,75 m si elles sont du sexe masculin et d'au moins 1,65 m si elles sont du sexe féminin ;
- ▶ possédant une acuité visuelle au moins égale à 15/10° pour les deux yeux.

**Art. 4.** - Nul ne peut être titularisé dans la Police nationale s'il ne possède le permis de conduire des véhicules automobiles (catégorie tourisme).

**Art. 5.** - Le port de l'uniforme est obligatoire pour tous les membres de la Police nationale, sauf instructions contraires du Ministre chargé de la Police nationale.

**Art. 6.** - Tout membre de la Police nationale concourt au maintien de l'ordre public. Il a le devoir d'intervenir de sa propre initiative pour porter aide et assistance à toute personne en danger et pour réprimer tout acte de nature à troubler l'ordre public. Ces obligations sont constantes même après l'accomplissement des heures normales de service.

Dans tous les cas où un membre de la Police nationale est obligé d'intervenir en dehors des heures normales de travail, il est considéré comme étant en service.

**Art. 7.** - Le membre de la Police nationale ne peut quitter le siège du service auquel il appartient :

- ▶ que pour l'accomplissement des missions qui lui sont confiées ;
- ▶ qu'avec la permission écrite de l'autorité responsable du service .

**Art. 8.** - Les membres de la Police nationale doivent, en tout temps, qu'ils soient ou non en service, s'abstenir en public de tout acte ou propos de nature à discréditer la Police ou à troubler l'ordre public.

Il leur est notamment interdit de faire toutes collectes ou démarches, à des fins personnelles, auprès de personnes physiques ou morales, en vue de recueillir des dons en nature ou en espèces.

Dans l'exécution du service, ils ne peuvent prendre la parole en public que par nécessité ou avec l'autorisation du Ministre chargé de la Police nationale.

Ils ne peuvent prendre part aux réunions à caractère politique ou syndical, hors les nécessités de service.

**Art. 9.** - Les membres de la Police nationale ne peuvent appartenir à une association sans en avoir obtenu l'autorisation préalable du Ministre chargé de la Police nationale, exception faite des associations sportives, des associations reconnues d'utilité publique, des associations de co-propriété et des associations religieuses.

Ils ne peuvent assurer la présidence d'une association ni faire partie de son bureau, sauf en ce qui concerne les sociétés à but sportif ou de prévoyance créées par et pour le personnel de la Police nationale.

**Art. 10.** - Les membres de la Police nationale ne peuvent faire mention de cette qualité sur les publications journalistiques, littéraires ou artistiques dont ils sont l'auteur, sauf autorisation expresse accordée à cette fin par le Ministre chargé de la Police nationale.

Ils ne peuvent, de même, publier d'article ou d'ouvrage ayant trait à l'organisation ou aux missions de la Police nationale qu'avec l'autorisation préalable du Ministre chargé de la Police nationale.

**Art. 11.** - Le conjoint d'un membre de la Police nationale ne peut pas exercer une activité professionnelle préjudiciable à la Police.

Il lui est notamment interdit d'exploiter ou de gérer, soit par lui-même, soit par personne interposée, des hôtels, meublés, débits de boissons et entreprises de transports en commun et d'être employé dans des établissements ou entreprises de cette nature.

**Art. 12.** - Les quatre corps des personnels de la Police nationale, la hiérarchie à laquelle chacun d'eux est rattaché, les modalités de recrutement ainsi que le classement indiciaire sont déterminés conformément au tableau suivant :

Appellation des corps	Hiérarchie	Modalités de recrutement	Classement indiciaire
<b>Commissaires de Police</b>	<b>A 1</b>	<b>Diplôme de l'Ecole nationale de Police, Section Elèves Commissaires</b>	<b>2020-4330</b>
<b>Officiers de Police</b>	<b>B 1</b>	<b>Diplôme de l'Ecole nationale de Police, Section Elèves Officiers</b>	<b>1568-3124</b>

**S/Officiers de  
Police**

**B3**

**Diplôme de l'Ecole nationale  
de Police, Section Elèves  
Sous-officiers**

**1298-2467**

**[ | TITRE II. CORPS DES COMMISSAIRES DE POLICE.**

**Chapitre Premier. Dispositions générales. | ]**

**Art. 13.** - Les Commissaires de Police sont chargés :

- ▶ de tâches de conception, de direction, d'application ou de contrôle dans les services centraux de la Police nationale ;
- ▶ de la direction de groupe de services de Police, de commissariats centraux, urbains ou spéciaux, de sections ou brigades spécialisées dans les diverses techniques de la Police ;
- ▶ de la mise en oeuvre et du commandement des unités et groupes de personnels ;
- ▶ des tâches de formation à l'Ecole nationale de Police.

En outre, ils peuvent être chargés :

- ▶ de missions particulières tant auprès des services centraux que des services extérieurs de l'Administration ;
- ▶ de missions au sein des représentations diplomatiques et consulaires sénégalaises à l'étranger ;
- ▶ de missions d'enquêtes judiciaires d'envergure internationale, d'expertise et d'observation auprès d'organismes internationaux ;
- ▶ de missions d'enquêtes auprès des services de Police et de l'inspection de ces services ;
- ▶ d'études et de missions concernant l'organisation et le fonctionnement des services de Police ;
- ▶ de missions de liaison et de coordination entre les services de Police.

Les Commissaires de Police ont droit au port de l'écharpe aux couleurs nationales.

**Art. 14.** - Les Commissaires de Police exercent leurs attributions sous l'autorité :

- ▶ du Directeur général de la Police nationale s'ils sont en fonction dans les services de la Direction générale de la Police nationale ;
- ▶ des directeurs et chefs de service de la Police nationale, s'ils sont en service dans ces structures ;
- ▶ du Directeur régional de la Police nationale, du Commissaire central, urbain ou d'arrondissement et du chef de la circonscription administrative territorialement compétent lorsqu'ils sont chargés de services extérieurs ;
- ▶ des Procureurs généraux et Procureurs de la République lorsqu'ils agissent comme Officiers de Police judiciaire, conformément aux dispositions du Code de Procédure pénale.

En cette qualité, leur activité est en outre soumise au contrôle de la Chambre d'accusation.

**Art. 15.** - La carrière de Commissaire de Police comporte sept grades dont deux hors hiérarchie.

Les grades, échelons et l'échelonnement indiciaire du corps des commissaires de Police sont déterminés par le tableau suivant :

Grades, Classes et Echelons	Echelle indiciaire
<b>Inspecteur général</b>	4330
<b>Contrôleur général</b>	4064
<b>Commissaire divisionnaire de classe exceptionnelle</b>	3837
<b>Commissaire divisionnaire</b>	
<b>2eme échelon</b>	3600
<b>Commissaire divisionnaire</b>	
<b>1er échelon</b>	3338
<b>Commissaire principal</b>	
<b>2eme échelon</b>	3124
<b>1er échelon</b>	2921
<b>Commissaire de 1ere classe :</b>	
<b>2eme échelon</b>	2712
<b>1er échelon</b>	2491
<b>Commissaire de 2eme classe :</b>	
<b>2eme échelon</b>	2296

**1er échelon****2020****Stagiaire****2020**

L'effectif de chacun des grades et classe du corps des commissaires de Police est fixé chaque année par décret.

**Art. 16.** - A l'intérieur du corps, la subordination s'établit de garde à grade et dans chaque grade, elle s'établit d'échelon à échelon, dans chaque échelon, elle résulte de l'ancienneté.

**[ | Chapitre II. - Recrutement. | ]**

**Art. 17.** - Les Commissaires de Police sont recrutés par voie de concours direct, ou professionnel spécial.

L'accès au corps est réservé aux candidats admis à l'Ecole nationale de Police après concours direct, professionnel ou spécial et qui ont subi avec succès les examens de sortie sanctionnés par le diplôme de ladite école.

Le concours direct ou spécial est ouvert aux titulaires d'un maîtrise de l'enseignement supérieur ou de tout autre diplôme équivalent reconnu par le Ministère chargé de la Fonction publique.

Les modalités et le programme de ces concours sont fixés par décret.

Les candidats doivent être âgés de 21 ans au moins et de 35 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours.

Ils doivent préalablement s'engager à effectuer au minimum dix années de service dans la Police nationale, sous peine d'être astreints au remboursement des frais de toute nature supportés par l'Etat au cours de leur formation.

Pendant leur formation, d'une durée de deux ans, ils perçoivent le traitement correspondant à l'indice de début du corps des commissaires de Police, à l'exclusion de toute indemnité autre que les avantages familiaux.

A l'expiration de leur formation et sous réserve d'avoir satisfait aux examens de sortie sanctionnés par le diplôme requis, conformément au deuxième alinéa du présent article, ils sont nommés Commissaires de Police stagiaires.

Le concours professionnel est ouvert aux officiers de Police âgés de 55 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours, ayant accompli au moins quatre années de service dans le corps des officiers de police.

A la fin de leur formation et sous réserve d'avoir satisfait aux examens de sortie, ils sont nommés dans le corps des commissaires de Police à l'échelon de début du corps et bénéficient d'une indemnité différentielle résorbable par l'avancement si l'indice de début du corps d'accueil est inférieure à celui détenu dans le corps d'origine.

Pendant la durée de leur formation, les intéressés sont soumis au règlement intérieur de l'Ecole nationale de Police.

Leur exclusion de cet établissement pour non respect du règlement intérieur, pour infraction aux règles de discipline générale applicables aux personnels de la Police nationale, pour insuffisance de notes, entraîne :

- ▶ pour ceux issus du concours professionnel : la perte de la vocation à nomination dans le corps et la réintégration immédiate dans le corps d'origine ;
- ▶ pour ceux issus du concours direct : le licenciement.

**Art. 18.** - Les candidats sont admis selon les ratios suivants :

- ▶ concours direct ou spécial : 50 % du nombre de places autorisées ;
- ▶ concours professionnel : 50 % du nombre de places autorisées ;

Si dans un mode de recrutement le nombre des admis n'atteint pas le nombre de places résultant du pourcentage fixé ci-dessus, tout ou partie des places restant à pourvoir peut être reporté sur l'autre mode de recrutement.

**[ | Chapitre III. - Avancement. | ]**

**Art. 19.** - L'avancement de grade a lieu au choix par inscription à un tableau d'avancement établi conformément aux dispositions de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009. Peuvent être inscrits au tableau d'avancement et promus sur proposition de leur chef de service :

- ▶ commissaires de 1ère classe, 1er échelon, les commissaires de 2ème classe qui comptent deux ans de services effectifs au 2ème échelon et trois ans minimum de services effectifs dans le corps ;
- ▶ commissaires principaux de 1er échelon, les commissaires de 1ère classe qui comptent deux ans de services effectifs au 2ème échelon et six ans minimum de services effectifs dans le corps ;
- ▶ commissaires divisionnaires de 1er échelon, les commissaires principaux qui comptent trois ans de services effectifs au 2ème échelon et dix ans minimum de services effectifs dans le corps ;
- ▶ commissaires divisionnaires de classe exceptionnelle, les commissaires divisionnaires qui comptent trois ans de services effectifs au 2ème échelon et quatorze ans minimum de services effectifs dans le corps.

**Art. 20.** - Peuvent être nommés au grade de Contrôleur général de Police :

- ▶ les Commissaires divisionnaires de classe exceptionnelle ;
- ▶ les Commissaires divisionnaires âgés de cinquante (50) ans au moins et ayant accompli deux années d'ancienneté au minimum dans le grade.

Le Directeur général de la Police nationale, s'il est nommé parmi les Contrôleurs généraux de Police, est promu au grade d'Inspecteur général de Police.

**Art. 21.** - La durée dans chaque échelon est fixée à deux ans, sauf en ce qui concerne le deuxième échelon du grade de Commissaire principal et les échelons du grade de Commissaire divisionnaire où il est de trois ans.

**Art. 22.** - Les Commissaires de Police en charge d'un commissariat de Police urbaine, d'un commissariat spécial, de sections ou de brigades spécialisées dans les diverses techniques de la Police doivent obligatoirement résider dans la localité où siège leur service.

Il ne peuvent se déplacer hors de cette localité qu'après autorisation de la hiérarchie.

### [ | TITRE III. - CORPS DES OFFICIERS DE POLICE.

#### Chapitre premier. - Dispositions générales. | ]

**Art. 23.** - Placés sous l'autorité directe des Commissaires de Police, les Officiers de Police sont chargés de les seconder dans l'exercice de leurs fonctions. Ils sont, en outre, chargés du commandement ou de l'encadrement des corps urbains et des unités mobiles d'intervention.

Il peuvent également concourir au fonctionnement des services centraux de la Direction générale de la Police nationale et être chargés de tâches d'encadrement ou de formation à l'Ecole nationale de Police.

Les Officiers de Police exercent leurs attributions sous l'autorité des chefs de service ou des commandants d'unité à la disposition desquels ils ont été mis. Ils peuvent être délégués dans les fonctions de Commissaire de Police.

En leur qualité d'Officiers de Police judiciaire, ils exercent les attributions définies par le Code de Procédure pénale.

Ils ont droit au port de l'écharpe aux couleurs nationales.

**Art. 24.** - La carrière d'Officier de Police comporte cinq grades : celui de sous-lieutenant qui comprend un échelon unique, ceux de lieutenant de 2ème classe et de 1ère classe, celui de capitaine de Police et celui de commandant de Police qui comportent chacun deux échelons.

Les grades, classes échelons et l'échelonnement indiciaire du corps des officiers de Police sont déterminés par le tableau suivant :

Grades, Classes et Echelons	Echelle indiciaire
Commandant de Police	
2ème échelon	<b>3124</b>
1er échelon	<b>2921</b>
Capitaine de Police	
2ème échelon	<b>2712</b>
1er échelon	<b>2491</b>
Lieutenant de Police de 1er classe	
2ème échelon	<b>2356</b>
1er échelon	<b>2200</b>
Lieutenant de Police de 2e classe	
2ème échelon	<b>2010</b>
1er échelon	<b>1825</b>
Sous-lieutenant de Police	<b>1568</b>

L'effectif de chacun des grades et classes du corps des officiers de Police est fixé chaque année par décret.

**Art. 25.** - A l'intérieur du corps, la subordination s'établit de grade à grade et dans chaque grade, elle est établie d'échelon à échelon, dans chaque échelon, elle résulte de l'ancienneté.

Il ne peut être dérogé à ces dispositions par des décisions individuelles de nomination ou d'affectation qu'à titre exceptionnel.

**Art. 26.** - Le temps à passer dans chaque échelon est fixé à deux ans sauf en ce qui concerne le 2ème échelon du grade de capitaine et les échelons du grade de commandant où il est de trois ans.

#### [ | Chapitre II. - Recrutement. | ]

**Art. 27.** - Les Officiers de Police sont recrutés par voie de concours direct, ou professionnel.

L'accès au corps est réservé aux candidats admis à l'Ecole nationale de Police après concours professionnel et sous réserve d'avoir satisfait aux examens de sortie sanctionnés par le diplôme de ladite école section élèves officiers.

Les modalités et le programme de ce concours sont fixés par décret.

Le concours professionnel est ouvert aux sous-officiers de Police, âgé de 55 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours, ayant accompli au moins quatre années de service effectifs dans la Police dont deux dans le corps des sous-officiers de Police. Les modalités et les programmes de ce concours sont fixés par décret. A la fin de leur formation d'une durée de deux ans et sous réserve d'avoir satisfait aux examens de sortie sanctionnés par le diplôme de ladite école, ils sont nommés dans le corps des officiers de Police à l'échelon de début du corps et bénéficient d'une indemnité différentielle résorbable par l'avancement si l'indice de début du corps d'accueil est inférieur à celui détenu dans le corps d'origine. Toutefois, ils ne peuvent accéder au grade de Capitaine de Police qu'après deux années effectivement passées dans le grade de lieutenant de Police de première classe. Pendant leur formation, les intéressés sont soumis au règlement intérieur de l'Ecole nationale de Police. Leur exclusion de cet établissement pour inobservation du règlement intérieur, infractions aux règles de discipline générale applicables aux personnels des Forces de Police, insuffisance de notes, entraîne la perte de la vocation à nomination dans le corps et leur réintégration immédiate dans le corps d'origine.

Chapitre III. - Avancement. Art. 28. - L'avancement de grade a lieu à l'ancienneté, après inscription au tableau d'avancement établi conformément aux dispositions de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009. Peuvent être, sur proposition de leur chef de service, inscrits au tableau d'avancement et promus :

- ▶ Lieutenant de police de 2e classe, 1er échelon, les sous-lieutenants de Police qui comptent deux ans de services effectifs dans le corps ;
- ▶ Lieutenant de Police de 1ere classe, 1er échelon, les lieutenants de 2eme classe qui comptent deux ans de services effectifs au 2eme échelon et six ans minimum de services effectifs dans le corps.
- ▶ Capitaine de Police de 1er échelon, les lieutenants de Police de 1ere classe qui comptent deux ans de services effectifs au 2eme échelon et huit ans minimum de services effectifs dans le corps
- ▶ Commandant de Police de 1er échelon, les capitaines de Police qui comptent trois ans de services effectifs au 2eme échelon et dix ans minimum de services effectifs dans le corps.

#### [ | Chapitre IV. - Dispositions diverses. | ]

**Art. 29.** - Les Officiers de Police délégués dans les fonctions de Commissaire de Police sont soumis aux dispositions de l'article 22 du présent décret.

#### [ | TITRE IV. - CORPS DES SOUS-OFFICIERS DE POLICE.

##### Chapitre premier. - Dispositions générales. | ]

**Art. 30.** - Les sous-officiers de Police sont chargés sous l'autorité et le contrôle de leurs chefs hiérarchiques, d'enquêtes judiciaires et administratives, de missions de renseignement et de surveillance, de tâches inhérentes au fonctionnement des services.

Ils peuvent également être chargés de tâches d'encadrement subalterne des agents de Police et de toutes tâches que leurs supérieurs peuvent leur confier pour l'accomplissement des missions dévolues à la Police nationale par l'article premier de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009.

Il peuvent recevoir la qualité d'Officiers de Police judiciaire dans les conditions fixées par l'article 15-6 du Code de Procédure pénale.

**Art. 31.** - La carrière de sous-officier de Police comporte quatre grades.

Les grades, échelons, l'échelonnement indiciaire et la péréquation du corps des sous-officiers de Police sont déterminés par le tableau suivant :

<b>Grades, Classes et Echelons</b>	<b>Echelle indiciaire</b>	<b>Péréquation</b>
<b>Adjudant major</b>	<b>2467</b>	<b>15 %</b>
Adjudant-chef		
<b>3eme échelon</b>	<b>2358</b>	
<b>2eme échelon</b>	<b>2278</b>	<b>20 %</b>
<b>1er échelon</b>	<b>2157</b>	
Adjudant de 1ere classe		
<b>3eme échelon</b>	<b>2020</b>	
<b>2eme échelon</b>	<b>1886</b>	<b>25 %</b>
<b>1er échelon</b>	<b>1753</b>	
Adjudant de 2eme classe		
<b>4eme échelon</b>	<b>1629</b>	
<b>3eme échelon</b>	<b>1550</b>	<b>40 %</b>
<b>2eme échelon</b>	<b>1441</b>	
<b>1er échelon</b>	<b>1298</b>	
<b>Stagiaire</b>	<b>1298</b>	

**Art. 32.** - A l'intérieur du corps, la subordination s'établit de garde à grade. Dans chaque grade, elle s'établit

d'échelon à échelon, dans chaque échelon, elle résulte de l'ancienneté. Il ne peut être dérogé à ces règles par des décisions individuelles de nomination ou d'affectation qu'à titre exceptionnel.

## [ | Chapitre II. - Recrutement. | ]

**Art. 33.** - Les sous-officiers de Police sont recrutés par voie de concours direct ou professionnel et au titre des emplois réservés.

L'accès au corps est réservé aux candidats admis à l'Ecole nationale de Police et qui ont subi avec succès les examens sanctionnés par le diplôme de ladite écoles, section élèves sous-officiers.

Le concours direct est ouvert aux titulaires du baccalauréat de l'enseignement supérieur.

Les modalités et le programme de ce concours sont fixés par décret.

Les candidats doivent être âgés de 21 ans au moins et de 35 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours.

Le concours au titre des emplois réservés concerne les candidats remplissant les conditions prévues par la législation en vigueur.

Les candidats au recrutement direct et au titre des emplois réservés doivent préalablement s'engager à effectuer au minimum dix années de service dans la Police nationale, à effet pour eux d'être astreints au remboursement des frais de toute nature supportés par l'Etat au cours de leur formation.

Pendant leur formation, d'une durée de deux ans, ils perçoivent le traitement afférent à l'indice de début du corps des sous-officiers de Police à l'exclusion de toute indemnité autre que les avantages familiaux.

A la fin de leur scolarité sanctionnée par le diplôme requis conformément au 2ème alinéa du présent article, ils sont nommés adjudants stagiaires.

Le concours professionnel est ouvert aux agents de Police âgés de 50 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours, ayant accompli au moins quatre années de service effectif dans la Police nationale dont deux dans le corps des agents de Police, n'ayant pas fait l'objet de plus de trente jours de punition d'ordre intérieur dans les douze mois précédant la date du concours.

Les modalités et le programme de ce concours sont fixés par décret.

A la fin de leur formation et sous réserve d'avoir satisfait aux examens de sortie, ils sont nommés dans le corps des sous-officiers de Police à l'échelon de début du corps et bénéficient d'une indemnité différentielle résorbable par l'avancement si l'indice de début du corps d'accueil est inférieur à celui détenu dans le corps d'origine.

Pendant leur scolarité, les intéressés sont soumis au règlement intérieur de l'Ecole.

Leur exclusion de cet établissement pour inobservation du règlement intérieur, infractions aux règles de discipline générale applicables aux personnels des Forces de Police, insuffisance de notes, entraîne, pour ceux issus du concours professionnel, la perte de la vocation à nomination dans le corps des sous-officiers de Police et leur réintégration immédiate dans le corps d'origine.

**Art. 34.** - Les candidats sont admis selon les pourcentages suivants :

- ▶ concours direct : 50 % ;
- ▶ concours professionnel : 35 % ;
- ▶ emplois réservés : 15 % des places mises au concours.

Si dans un mode de recrutement, le nombre des admis n'atteint pas le nombre de places résultant du pourcentage fixé ci-dessus, tout ou partie des places restant à pourvoir peut être reporté sur les autres modes de recrutement.

## [ | Chapitre III. - Avancement. | ]

**Art. 35.** - L'avancement de grade a lieu au choix par inscription à un tableau d'avancement établi conformément aux dispositions de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009.

Peuvent être, sur proposition de leur chef de service, inscrits au tableau d'avancement et promus :

- ▶ Adjudant de 1ère classe, 1er échelon, les adjudants de 2ème classe qui comptent deux ans de service au 4ème échelon et quatre ans au minimum de service effectif dans le corps ;
- ▶ Adjudant-chef de 1er échelon, les adjudants de 1ère classe, qui comptent deux ans de service au 3ème échelon et huit ans au minimum de service effectif dans le corps dont quatre ans dans le grade d'adjudant ;
- ▶ Adjudant-major les adjudants-chef de qui comptent deux ans de service au 3ème échelon et quinze ans de service effectif dans le corps, dont trois ans dans le grade d'adjudant-chef.

**Art. 36.** - Le temps à passer dans chaque échelon est de deux ans.

En ce qui concerne le 3ème échelon du grade d'adjudant de 1ère classe et les échelons du grade d'adjudant-chef, il est de trois ans.

## [ | TITRE V. - CORPS DES AGENTS DE POLICE. | ]

### Chapitre premier. - Dispositions générales. | ]

**Art. 37.** - Les agents de Police sont chargés de toutes tâches que leurs supérieurs peuvent leur confier pour l'accomplissement des missions dévolues à la Police nationale par l'article premier de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009.

**Art. 38.** - La carrière d'Agent de Police comporte quatre grades.

Les grades et échelons, l'échelonnement indiciaire et la péréquation du corps des agents de Police sont déterminés par le tableau suivant :

<b>Grades, Classes et Echelons</b>	<b>Echelle indiciaire</b>	<b>Péréquation</b>
Brigadier-chef :		
<b>4eme échelon</b>	<b>2354</b>	
<b>3eme échelon</b>	<b>2266</b>	
<b>2eme échelon</b>	<b>2157</b>	<b>15 %</b>
<b>1er échelon</b>	<b>2092</b>	
Brigadier :		
<b>3eme échelon</b>	<b>2047</b>	
<b>2eme échelon</b>	<b>1939</b>	<b>30 %</b>
<b>1er échelon</b>	<b>1856</b>	
Agent de Police 1ere classe		
<b>3eme échelon</b>	<b>1774</b>	
<b>2eme échelon</b>	<b>1645</b>	<b>20 %</b>
<b>1er échelon</b>	<b>1560</b>	
Agent de Police 2eme classe		
<b>4eme échelon</b>	<b>1470</b>	
<b>3eme échelon</b>	<b>1357</b>	
<b>2eme échelon</b>	<b>1223</b>	<b>35 %</b>
<b>1er échelon</b>	<b>1140</b>	
<b>Stagiaire</b>	<b>1140</b>	

**Art. 39.** - A l'intérieur du corps, la subordination s'établit de grade à grade, dans chaque grade, elle est établie d'échelon à échelon, dans chaque échelon, elle résulte de l'ancienneté.

#### **[ | Chapitre II. - Recrutement. | ]**

**Art. 40.** - Les Agents de Police sont recrutés par voie de concours direct, professionnel et au titre des emplois réservés.

L'accès au corps est réservé aux candidats admis à l'Ecole nationale de Police après leur formation sanctionnée par le diplôme de ladite école, section élève agents de Police.

Le concours direct est ouvert aux titulaires du brevet de fin d'études moyennes (B.F.E.M.), ou de tout autre diplôme de même niveau reconnu par le Ministre chargé de la Fonction publique. Ce concours est ouvert aux jeunes sénégalais ayant déjà accompli le service militaire.

Toutefois, une dispense du service militaire est accordée aux candidats de sexe féminin pour le concours de recrutement des agents de police, à titre transitoire et pour une période de cinq ans à compter de la date de signature du présent décret.

Les modalités et le programme de ce concours sont fixés par décret.

Les candidats doivent être âgés de 21 ans au moins et de 30 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours.

Le concours professionnel est ouvert aux agents de police commissionnés âgés de 45 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours, ayant effectué six années de commissionnement dans le corps ainsi qu'aux policiers auxiliaires ayant déjà accompli la durée légale du service militaire.

Les modalités et le programme de ce concours sont fixés par décret.

Le concours au titre des emplois réservés est ouvert aux candidats remplissant les conditions prévues par la législation en vigueur.

Les candidats au recrutement direct et au titre des emplois réservés doivent s'être préalablement engagés à effectuer au minimum dix années de service dans la Police nationale à effet pour eux d'être astreints au remboursement des frais de toute nature supportés par l'Etat au cours de leur scolarité.

Pendant leur formation, d'une durée de deux ans, ils perçoivent le traitement afférent à l'indice du stagiaire du corps des agents de police à l'exclusion de toute indemnité autre que les avantages familiaux.

A la fin de leur formation sanctionnée par le diplôme requis, conformément au 1er alinéa du présent article, ils sont nommés Agents de Police stagiaires. Pendant leur formation, les intéressés sont soumis au règlement intérieur de l'école.

Leur exclusion de cet établissement peut prononcée pour inobservation du règlement intérieur, infraction aux règles de discipline générale applicables aux personnels de la Police nationale, insuffisance de notes, et entraîne :



- ▶ pour ceux issus du concours direct : le licenciement ;
- ▶ pour ceux issus du concours professionnel :
- ▶ la perte de la vocation à nomination dans le corps ;
- ▶ la réintégration immédiate dans leur administration d'origine.

**Art. 41.** - Les candidats sont recrutés selon les pourcentages suivants :

- ▶ concours direct : 50% du nombre de places autorisées ;
- ▶ emplois réservés : 25% du nombre de places autorisées ;
- ▶ concours professionnel : 25% du nombre de places autorisées ;

### [ | Chapitre III. - Avancement. | ]

**Art. 42.** - L'avancement de grade a lieu à l'ancienneté, après inscription à un tableau d'avancement établi conformément aux dispositions de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009.

Peuvent être inscrits au tableau d'avancement et promus sur proposition de leur chef de service :

- ▶ Agents de police de 1ère classe, 1er échelon, les agents de police de 2ème classe qui comptent deux ans de service au 4ème échelon et au minimum quatre ans de service effectif dans le corps ;
- ▶ Brigadier de 1er échelon, les agents de police de 1ère classe qui comptent deux ans de service au 3ème échelon et au minimum huit ans de service effectif dans le corps dont quatre ans dans le grade d'agent de police de 1ère classe ;
- ▶ Brigadier-chef de 1er échelon, les brigadiers qui comptent deux ans de service au 3ème échelon et au minimum douze ans de service effectif dans le corps dont quatre dans le grade de brigadier.

**Art. 43.** - Le temps à passer dans chaque échelon est fixé à deux ans pour tous les grades.

### [ | TITRE VI. - EVALUATION | ]

**Art. 44.** - Chaque année, tout membre de la Police nationale en activité ou en service détaché fait l'objet d'une évaluation comprenant une note chiffrée et une appréciation générale sur son mérite et son professionnalisme.

Les modalités d'évaluation des personnels de la Police nationale sont celles fixées par le décret n° 98-286 du 26 mars 1998.

**Art. 45.** - Sous réserve des dispositions du décret n° 98-286 du 26 mars 1998, le pouvoir d'évaluation appartient au Chef de service.

Celui-ci a le devoir de tenir ses subordonnés informés des déficiences qu'il aurait constatées et peut, s'il le juge nécessaire, leur communiquer la note chiffrée et son appréciation générale.

**Art. 46.** - Le pouvoir d'évaluation des membres de la Police nationale responsables de services extérieurs appartient au Directeur national concerné.

Toutefois, il est assorti d'une appréciation du Directeur régional et du chef de la circonscription administrative territorialement compétent.

**Art. 47.** - L'évaluation des Commissaires de police, des Officiers de police et Sous-officiers de police ayant reçu la qualité d'Officier de police judiciaire est assortie, pour ce qui concerne leur activité en cette qualité, d'une appréciation des chefs de parquets.

### [ | TITRE VII. - DISCIPLINE. | ]

#### Chapitre premier. - Des punitions d'ordre intérieur. | ]

**Art. 48.** - Les fautes commises par les membres de la Police nationale qui ne présentent pas un caractère de gravité justifiant le prononcé d'une des sanctions prévues à l'article 21 de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009, sont réprimées par les punitions d'ordre intérieur.

Ces punitions peuvent être également infligées dans les cas où la faute, quoique constituant une des infractions prévues par l'article 23 de la même loi, ou étant passible d'une des sanctions prévues à l'article 24 de ladite loi, appelle une répression immédiate ou nécessaire, par les circonstances où elle a été commise, une sanction publique.

Dans ces cas, elles ne font pas obstacle aux poursuites judiciaires, ni à l'exercice de l'action disciplinaire.

**Art. 49.** - Le pouvoir d'infliger les punitions d'ordre intérieur appartient :

- ▶ au Directeur général de la police nationale, aux directeurs nationaux ou régionaux de la police nationale en ce qui concerne les fautes commises par les commissaires de police et les officiers de police ;
- ▶ au Directeur général de la police nationale, aux directeurs nationaux ou régionaux, aux chefs de service de la police nationale et aux supérieurs hiérarchiques en ce qui concerne les fautes commises par les Sous-officiers de Police et les agents de police.

**Art. 50.** - La punition d'ordre intérieur commune à tous les membres de la police nationale est l'avertissement simple.

L'avertissement simple est donné en présence de deux membres de la police nationale plus élevés en grade que celui qui en fait l'objet. Sa forme est laissée à l'appréciation de celui qui l'inflige.

S'il est donné par un chef de service, il est suivi d'un compte rendu au Directeur général de la police nationale.

S'il est donné par ce dernier, mention est portée au dossier de l'intéressé.

**Art. 51.** - Les autres punitions d'ordre intérieur sont :

- ▶ la consigne de 2 à 10 jours ;
- ▶ la salle de discipline de 2 à 10 jours ;
- ▶ les arrêts simples de 4 à 20 jours ;
- ▶ les arrêts de rigueur de 8 à 30 jours.

**Art. 52.** - La consigne consiste dans l'obligation de rester dans les locaux du service pendant les heures de repos et de répondre aux appels des punis. La consigne peut être infligée aux sous-officiers de police et aux agents de police.

**Art. 53.** - Les membres de la police nationale punis de la salle de discipline sont soumis au régime de la consigne, mais sont enfermés dans les locaux affectés à cet effet, en dehors des heures de travail.

Cette punition peut être infligée aux Agents de police.

**Art. 54.** - Les membres de la police nationale punis d'arrêts simples effectuent leur service normal.

En dehors de leurs heures de services, ils sont tenus de rester à leur domicile sans recevoir de visite, sauf pour affaire de service.

Ils sont toutefois autorisés à se rendre, pour prendre leurs repas, au lieu où ils les prennent habituellement.

Peuvent être punis d'arrêts simples : les commissaires de police, les officiers de police et les sous-officiers de police.

**Art. 55.** - Les membres de la Police nationale punis d'arrêts de rigueur effectuent leur service normal. En dehors de leurs heures de service, ils sont tenus de rester à leur domicile sans recevoir de visite et d'y prendre leurs repas. Peuvent être punis d'arrêts de rigueur : les commissaires de police et les officiers de police.

**Art. 56.** - Les punitions prévues à l'article 51 sont notifiées aux membres de la police nationale qui en font l'objet. Leur libellé doit faire mention des faits les ayant entraînées. Elles sont classées, de même que les copies des procès-verbaux de notification, aux dossiers des membres de la police nationale qu'elles concernent.

**Art. 57.** - Ces punitions commencent aussitôt après notification à l'intéressé et se décomptent du réveil au réveil à partir de celui qui a précédé la punition.

**Art. 58.** - Toute fraude dans l'exécution de ces punitions est passible d'une des sanctions prévues à l'article 21 de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009.

**Art. 59.** - Pendant la durée des punitions prévues à l'article 51 du présent décret, les membres de la police nationale sanctionnés n'ont pas droit à l'indemnité pour charges de police.

## **[ | Chapitre II. - Du Conseil d'Enquête. | ]**

**Art. 60.** - Le Conseil d'enquête constitue un organisme administratif consultatif dont l'avis doit être recueilli avant le prononcé de certaines sanctions ou mesures administratives graves, susceptibles de porter atteinte à la situation des membres de la police nationale.

**Art. 61.** - L'avis du Conseil d'enquête ne lie pas l'autorité compétente pour prononcer la mesure.

**Art. 62.** - L'envoi d'un membre de la police nationale devant le conseil d'enquête est ordonné par l'autorité investie du pouvoir de nomination au vu d'un rapport de son chef de service, sur proposition du Directeur général de la police nationale.

L'ordre d'envoi spécifie les faits en raison desquels le membre de la police nationale est traduit devant le conseil d'enquête. Notification est faite à l'intéressé qui en reçoit ampliation. Celui-ci est invité à se tenir à la disposition du rapporteur du conseil d'enquête et à répondre aux convocations qui lui seront adressées.

**Art. 63.** - Le conseil d'enquête est composé de cinq membres désignés en fonction du grade du membre de la police nationale soumis à l'enquête. Ces membres doivent être d'un grade au moins égal à celui de l'agent mis en cause ; l'un d'entre eux au moins doit appartenir au même corps que celui-ci.

**Art. 64.** - Lorsqu'il y a lieu d'envoyer devant le même conseil d'enquête, à raison de faits communs, plusieurs membres de la police nationale de différents grades, la composition du conseil d'enquête est celle fixée pour celui d'entre eux possédant le grade le plus élevé.

**Art. 65.** - Le conseil d'enquête siège à Dakar.

**Art. 66.** - Le président, le rapporteur et les autres membres du conseil d'enquête sont désignés par l'autorité ayant pouvoir de nomination. Le président doit toujours appartenir au corps des commissaires de police ou des officiers de police.

**Art. 67.** - Ne peuvent faire partie d'un conseil d'enquête :

- ▶ les parents ou alliés du membre de la police nationale soumis à l'enquête ;
- ▶ les auteurs de la plainte ou des rapports ayant provoqué la traduction devant le conseil d'enquête ;
- ▶ les membres de la police nationale ayant, le cas échéant, connu de l'affaire comme membre des juridictions à formation spéciale ou comme officiers de police judiciaire.

Les personnes ci-dessus désignées peuvent être appelées à fournir des renseignements au conseil, chaque fois que celui-ci le juge utile.

**Art. 68.** - Le Directeur général de la police nationale adresse au président du conseil d'enquête une lettre de

saisine et le dossier de l'affaire. Ce dossier comporte :

- ▶ les pièces se rapportant aux faits ayant motivé la traduction devant le conseil d'enquête ;
- ▶ la composition du conseil d'enquête ;
- ▶ une notice détaillée sur la manière de servir du membre de la police nationale incriminé ;
- ▶ un relevé des notes et appréciations de l'agent mis en cause.

Dès réception du dossier, le président réunit le conseil.

Après examen par celui-ci des pièces relatives aux faits, il fixe la date à laquelle siégera le conseil et charge le rapporteur :

- ▶ d'informer le membre de la police nationale incriminé des griefs relevés contre lui et de le mettre à même de présenter sa défense, notamment en l'invitant à prendre communication du dossier de l'affaire ;
  - ▶ de recueillir tous éléments propres à parfaire l'information du conseil et éclairer son avis ;
  - ▶ de convoquer en son nom pour la séance du conseil le membre de la police nationale incriminé et les personnes dont le témoignage peut être utile à l'enquête.
- ▶ Son enquête terminée, le rapporteur en consigne les résultats dans un rapport qu'il adresse au président du conseil d'enquête.

**Art. 69.** - Si le membre de la Police nationale soumis à l'enquête ne se présente pas et s'il ne fait valoir aucun empêchement légitime, le conseil peut passer outre.

Il est fait mention de son absence au procès-verbal contenant l'avis du conseil.

**Art. 70.** - Le membre de la police nationale comparaissant, peut présenter ses observations en conseil, soit par lui-même, soit par l'organe d'un défenseur.

En outre, il peut, à ses frais, citer d'autres personnes que celles convoquées par le conseil. Dans ce cas, il avise le président de cette convocation.

**Art. 71.** - Le conseil délibère en l'absence du membre de la police nationale soumis à l'enquête et de toute personne étrangère au conseil. Le vote du conseil a lieu au scrutin secret. La majorité constatée forme l'avis du conseil ; cet avis est consigné au procès-verbal.

Le procès-verbal ainsi complété, signé des membres du conseil et accompagné de toutes les pièces du dossier de l'affaire, est transmis au Directeur général de la police nationale pour être adressé à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

**Art. 72.** - Les séances du conseil d'enquête ont lieu à huis clos ; il est interdit d'en rendre compte. Le conseil est dissous de plein droit aussitôt après avoir donné son avis sur les affaires pour lesquelles il a été constitué et convoqué.

Cet avis n'est pas communiqué par le conseil d'enquête aux personnes traduites devant lui.

Le conseil d'enquête donne son avis dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle son président a été saisi.

**Art. 73.** - Pour ce qui concerne les dispositions du Code de justice militaire applicables aux membres de la police nationale, le Directeur général de la police exerce les prérogatives dévolues par ce code au Chef d'Etat major général des Armées.

Les Commissaires de police et les Officiers de police sont considérés comme ayant rang d'officiers ; les autres membres de la police nationale sont considérés comme des militaires non officiers.

Les fonctions de greffier sont assurées par les agents du cadre des fonctionnaires de la justice.

Les dispositions du titre premier du livre premier du code de justice militaire sont applicables à l'instruction et au jugement de ces affaires.

## [ | TITRE VIII. - REMUNERATION. | ]

**Art. 74.** - Le traitement principal, l'indemnité de résidence et les suppléments pour charges de famille des membres de la police nationale sont régis par les dispositions applicables aux fonctionnaires civils de l'Etat.

**Art. 75.** - L'indemnité pour charges de police est fixée conformément à un tableau de répartition tenant compte du niveau hiérarchique du membre de la police nationale.

Les montants et modalités d'attribution sont fixés par décret.

**Art. 76.** - L'indemnité de logement due au chef de famille non logé dans le patrimoine immobilier de l'Etat ou des collectivités locales, l'indemnité de fonction, et l'indemnité de technicité destinée à motiver le personnel technique, scientifique ou de toute autre spécialité nécessaire au bon fonctionnement des services de la police nationale sont fixées par décrets.

## TITRE IX. - DISPOSITIONS DIVERSES.

**Art. 77.** - Nonobstant les conditions fixées par le décret pour l'avancement, peuvent être promus, à titre exceptionnel et hors péréquation au grade ou à l'échelon immédiatement supérieur à l'intérieur du même corps, les membres de la police nationale :

- ▶ grièvement blessés dans l'exécution du service ;
- ▶ ayant rempli avec succès des missions particulièrement dangereuses.

Ces promotions peuvent être prononcées à titre posthume.

**Art. 78.** - Les membres de la police nationale bénéficient des congés et des permissions applicables aux personnels militaires.

Ceux du sexe féminin bénéficient en outre des congés de maternité dans les conditions fixés par l'article 29 du décret n° 63-116 du 19 février 1963.

**Art. 79.** - Les membres de la police nationale ont droit à un repos hebdomadaire d'une journée et les services assurés un jour férié donnent droit à un repos compensateur. Toutefois, ces repos ne sont accordés que compte tenu des nécessités du service, la durée hebdomadaire du travail étant sans limitation légale.

**Art. 80.** - Le nombre des membres de la police nationale de chaque corps pouvant être mis en position de détachement ou de disponibilité sur leur demande ne peut excéder, pour l'ensemble de ces deux positions, 8% de l'effectif du corps concerné.

**Art. 81.** - La limite d'âge des membres de la police nationale appartenant aux corps des commissaires de police, des officiers de police et des sous-officiers de police est celle fixée pour les fonctionnaires par la loi relative au régime général des pensions civiles et militaires de retraite.

La limite d'âge des membres de la police nationale appartenant au corps des agents de police est fixée à 55 ans sans aucune possibilité de prolongation.

**Art. 82.** - Le membre de la police nationale admis à la retraite peut se voir conférer l'honorariat soit dans son grade, soit dans le grade supérieur, par l'autorité investie du pouvoir de nomination, dans les conditions fixées par décret.

Cette distinction peut, à tout moment, être annulée s'il cesse d'en être digne.

**Art. 83.** - Les dispositions du décret n° 70-1269 du 20 novembre 1970 instituant un centre spécial de réforme et organisant la commission de réforme sont applicables aux membres de la police nationale.

**Art. 84.** - Les membres de la police nationale stagiaires sont régis par décret n° 71-669 du 21 juin 1971 pour les cas non prévus au présent décret.

**Art. 85.** - Les candidats admis aux concours directs de recrutement de commissaires et sous-officiers de police n'ayant pas effectué le service militaire sont astreints à une formation militaire dont le programme et les modalités sont fixés par arrêté conjoint du Ministre chargé de la police nationale et du Ministre chargé des Forces Armées.

**Art. 86.** - Le concours spécial est destiné au recrutement des personnels scientifiques, techniques et de toute autre spécialité nécessaire au bon fonctionnement des services de la police nationale.

La liste des spécialités est fixée par arrêté du Ministre chargé de la police nationale.

**Art. 87.** - Les personnels recrutés au titre du concours spécial sont tenus de faire carrière dans leurs domaines de compétence respectifs et ne peuvent accéder à des fonctions de service général.

#### [ | TITRE X. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES. | ]

**Art. 88.** - Pour la constitution initiale du corps des commissaires de police et par dérogation aux conditions normales de recrutement, les commissaires de police et les officiers de paix supérieurs antérieurement régis par le décret n° 78-148 du 13 février 1978 sont reclassés dans le nouveau corps des commissaires de police à indice égal ou immédiatement supérieur, avec conservation de l'ancienneté acquise au dernier échelon, exception faite de celle résultant de mesures disciplinaires.

**Art. 89.** - Pour la constitution initiale du corps des officiers de police et par dérogation aux conditions normales de recrutement, les officiers de police et officiers de paix antérieurement régis par le décret n° 78-148 du 13 février 1978 sont reclassés dans le nouveau corps des officiers de police à indice égal ou immédiatement supérieur, avec conservation de l'ancienneté acquise au dernier échelon, exception faite de celle résultant de mesures disciplinaires.

**Art. 90.** - Pour la constitution initiale du corps des sous-officiers de police et par dérogation aux conditions normales de recrutement, les inspecteurs de police et sous-officiers de paix antérieurement régis par le décret n° 78-148 du 13 février 1978 sont reclassés dans le nouveau corps des sous-officiers de police à indice égal ou immédiatement supérieur, avec conservation de l'ancienneté acquise au dernier échelon, exception faite de celle résultant de mesures disciplinaires.

**Art. 91.** - Pour la constitution initiale du corps des agents de police et par dérogation aux conditions normales de recrutement, les gardiens de la paix antérieurement régis par le décret n° 78-148 du 13 février 1978 sont reclassés dans le nouveau corps des agents de police à indice égal ou immédiatement supérieur, avec conservation de l'ancienneté acquise au dernier échelon exception faite de celle résultant de mesures disciplinaires.

**Art. 92.** - Les dispositions des articles 5 à 11, 48 à 59 et 80 du présent décret sont applicables aux agents commissionnés en qualité de commissaires de police, d'officiers de police, de sous-officiers de police et d'Agents de police, en vertu de l'article 41 de la loi n° 2009-18 du 9 mars 2009.

Toutefois, en cas de fraude visée à l'article 58 du présent décret, ces personnes sont passibles d'une des sanctions prévues par leur statut d'origine.

**Art. 93.** - Par dérogation aux conditions normales de recrutement, les agents commissionnés par arrêté du Ministre chargé de la police nationale en qualité de commissaire de police, d'officier de police, de sous-officier de police ou d'agent de police, peuvent pendant la durée de leur commissionnement, se présenter aux concours professionnels organisés en vertu des articles 17, 18, 27, 33, 34, 40 et 41 du présent décret, sous réserve d'avoir effectué six années de services effectifs dans les emplois pour lesquels ils sont commissionnés et de remplir les conditions d'âge fixées auxdits articles.

**Art. 94.** - Les candidats reçus aux concours en vertu des dispositions des articles 40, 41 et 93 perçoivent, durant leur scolarité, une rémunération égale à celle dont ils bénéficiaient en qualité d'agents commissionnés.

Ils doivent préalablement s'engager à effectuer au minimum dix années de services effectifs dans la police nationale, à compter de la date de nomination dans le nouveau corps, sous peine d'être astreints au remboursement des frais de toute nature supportés par l'Etat au cours de leur scolarité.

Pendant leur formation, les intéressés sont soumis au règlement intérieur de l'école. Leur exclusion de cet établissement pour inobservation dudit règlement, infraction aux règles de discipline générale applicables au personnel de la police nationale ou insuffisance des notes, entraîne leur remise à la disposition de leur administration d'origine.

A la fin de leur formation et sous réserve d'avoir satisfait aux examens de sortie, ils sont nommés en qualité de stagiaires dans le corps d'accueil, s'ils ne sont pas déjà fonctionnaires, auquel cas ils sont nommés à l'indice de début du corps.

**Art. 95.** - Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret n° 78-148 du 13 février 1978.

**Art. 96.** - Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de la Décentralisation, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction publique, de l'Emploi, du Travail et des Organisations professionnelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

[/Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE./]

---

<http://www.jo.gouv.sn>